



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations du Tarn**

Pôle Protection des Populations
18 Avenue Maréchal Joffre
Cedex
81013 ALBI
ddcsp@tarn.gouv.fr

Albi, le 22/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

EXOTICAMIS

2667 Route d'Albi
81120 Terre-de-Bancalié

Références :

Code AIOT : 0003700404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2025 dans l'établissement EXOTICAMIS implanté 2667 Route d'Albi Maguelonne 81120 Terre-de-Bancalié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXOTICAMIS
- 2667 Route d'Albi Maguelonne 81120 Terre-de-Bancalié
- Code AIOT : 0003700404 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Petit parc animalier présentant surtout des animaux d'espèces exotiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	

2	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 26	
3	De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42	
4	De la prévention des risques écologiques.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66	
5	Dossier sanitaire	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de mettre en évidence la prise en compte par l'exploitant de toutes les prescriptions réglementaires attachées à la gestion d'un parc animalier.

Les non conformités relevées lors de la précédente inspection ont toutes été levées et un travail conséquent a été fourni pour parvenir à gérer les registres documentaires exigés par la réglementation et les présenter de manière claire et ordonnée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25

Thème(s) : Élevage - exploitation

Prescription contrôlée :

Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.

En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.

Constats :

- présence du matériel de contention adapté et au complet devant les vivariums ou derrière ;
- présence des matériels de protection adaptés en fonction de chaque espèce présente ,
- vivariums fermés à clé pour tous les animaux dangereux.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 2 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 26

Thème(s) : Élevage - conduites d'élevage

Prescription contrôlée :

La détention de reptiles pouvant provoquer des envenimations humaines ne peut être autorisée que si les établissements mettent en place une procédure d'évacuation des personnes qui les auraient subies, garantissant leur prise en charge médicale dans les meilleures conditions.

Les sérums antivenimeux adaptés au traitement des envenimations doivent se trouver en quantité suffisante à la disposition des médecins en charge des blessés dans des délais compatibles avec la qualité de cette prise en charge médicale.

Le stockage de ces sérums, leur délivrance et leur utilisation répondent aux dispositions réglementaires existant en la matière.

Constats :

- Affichage d'un protocole en cas de morsure par un serpent venimeux ;
- contact pris avec les services de secours et le centre anti poison de Toulouse ;
- confirmation de disponibilité de sérum anti venin à l'hôpital en permanence ;
- signalétique dans les locaux interdisant l'accès aux personnes non autorisées.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : De la surveillance sanitaire des animaux, de la prévention et des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42

Thème(s) : Risques chroniques - risques sanitaires

Prescription contrôlée :

Les établissements s'attachent les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux.

Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables des établissements, de la mise en oeuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent.

Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées.

Toute suspicion de maladie réputée contagieuse mentionnée à l'article D. 223-21 du code rural, ainsi que toute confirmation de maladie à déclaration obligatoire mentionnée à l'article D. 223-1 du code rural, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au directeur départemental des services vétérinaires.

Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, les établissements bénéficient du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

Constats :

- dernière visite du vétérinaire sanitaire en date du 18 juin 2024 ;
- traçabilité des interventions enregistrées.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 4 : De la prévention des risques écologiques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 66

Thème(s) : Risques accidentels - risques écologiques

Prescription contrôlée :

Une aire cimentée permet le stockage des fumiers. Elle est munie d'une fosse étanche pour la récupération des jus sauf dans le cas de fumière couverte ou de fumier compact pailleux. Cette aire est dégagée aussi souvent que nécessaire, sans préjudice des dispositions réglementaires relatives aux conditions d'épandage des fumiers.

Si les fumiers sont destinés à être épandus sur des terrains agricoles, leur maturation est suffisante pour prévenir les risques visés à l'article 64 du présent arrêté.

[...]

Les fumiers ne peuvent en aucun cas être utilisés pour la fumure des cultures maraîchères.

Constats :

- Stockage du fumier dans une remorque sous abri sans écoulement de jus ;
- Evacuation du fumier régulière en fonction des besoins.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.

Thème(s) : Élevage - risques sanitaires

Prescription contrôlée :

Le dossier sanitaire contient les informations suivantes :


- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites ;
- les cas de maladie apparus dans l'établissement et les constatations faites, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés ;
- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement ;
- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats ;
- les résultats des examens post mortem de tous les animaux morts dans l'établissement, y compris les animaux mort-nés ;
- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ.

Le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments.

Il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.

Constats :

- Dossier sanitaire mis à jour depuis la précédente inspection permettant la traçabilité de l'état de santé des animaux hébergés.

Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :